

Marché n° 2022 1050 132 841  
EJ court 180 007 16 30  
notifié le 3 janvier 2023  
réunion de lancement : 1<sup>er</sup> février 2023

# Observatoire de l'Arctique

## *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – PIERRE THEVENOUX –  
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME

avec le soutien de la



# SOMMAIRE

<b>AMERIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVEGE – SUEDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>4</b>
<b>ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPEENNE .....</b>	<b>5</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – REGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..</b>	<b>6</b>
<b>QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>7</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SECURITE MARITIME.....</b>	<b>9</b>
<b>PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE .....</b>	<b>11</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS)

---

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

Le rythme des engagements des armées des **États-Unis** reste important dans l'Arctique, avec les exercices *Joint Viking* et *Joint Warrior* ([Sea Power Magazine](#), 27 mars), ainsi que l'exercice *Guerrier Nordique 2023* dans lequel 60 soldats américains et canadiens ont mené une opération d'insertion par avion sur la banquise près de l'île Little Cornwallis au Nunavut. ([National Guard](#), 1<sup>er</sup> mars ; [Ministère de la Défense américain](#), 23 mars). Ces exercices ont pour but de rendre opérationnelles les armées américaines dans les conditions arctiques, en s'appuyant sur le savoir de leurs alliés nordiques. Dans un autre registre, l'administration Biden a approuvé le projet d'extraction d'hydrocarbures *Willow* de l'entreprise Conoco-Phillips et situé dans la réserve pétrolière nationale du North Slope en Alaska ([Ministère de l'Intérieur](#), 13 mars). Il s'agit du plus gros projet d'extraction depuis des décennies qui devrait compter pour 40% de la production de l'Alaska ([Le Monde](#), 15 mars). Bien que le projet ait été réduit de 5 à 3 sites de forage, cette décision est en contradiction totale avec les engagements pris dès l'investiture du président Biden qui, pour atténuer celle-ci, a annoncé l'interdiction d'exploitation d'hydrocarbures sur 6,5 millions d'hectares en Alaska ([BBC](#), 14 mars). En cas de refus du projet, le gouvernement fédéral risquait de devoir dédommager ConocoPhillips à hauteur de 5 milliards de dollars ([The New York Times](#), 13 mars). Les prix élevés du gaz et la nécessité d'assurer la sécurité énergétique du pays semblent également avoir joué dans cette décision.

Au **Canada**, la fin du mois de mars a été marquée par la visite du Président Biden les 23 et 24. Lors de cette visite, celui-ci a rappelé l'importance de renforcer les liens commerciaux entre les deux États, notamment pour l'indépendance énergétique. « L'administration Biden, qui a déjà les mains pleines avec la guerre de la Russie en Ukraine, la montée de la Chine et d'autres préoccupations de grandes puissances » a par ailleurs continué à mettre une forte pression sur le Canada pour l'envoi de troupes de soutien en Haïti, ce que le Canada refuse de faire, préférant éviter l'ingérence. La lutte contre les ingérences étrangères en Amérique du Nord a d'ailleurs été évoquée ([Radio Canada](#), 23 mars ; [Journal de Montréal](#), 24 mars). Livrés en juillet 2020 (NCSM *Harry DeWolf*), juillet 2021 (NCSM *Margaret Brooke*) et septembre 2022 (NCSM *Max Bernays*), les tout nouveaux – et tant attendus – navires de patrouille extracôtiers de l'Arctique rencontrent des problèmes techniques nécessitant des réparations. La garantie d'un an étant expirée, ces réparations devraient être prises en charge par la Défense nationale, à moins d'un défaut technique avéré dans leur fabrication. Cinq navires sont encore attendus ([La Presse](#), 6 mars). Par ailleurs, le bris d'une canalisation à la mine de diamants Diavik, au Yukon le 7 février a conduit au déversement accidentel de 450 000 m<sup>3</sup> d'eau technique, *a priori* sans conséquence sur les eaux environnantes. Des conditions météorologiques extrêmes empêchaient d'atteindre la mine pour le moment ([Eye on the Arctic](#), 22 mars). Après le Nunavut, c'est au tour du Nunavut de déclarer une nouvelle éclosion de tuberculose, à Pond Inlet ([CBCNews](#), 17 mars).

Au **Groenland**, Lida Skifte Lennert, ex-représentante groenlandaise à Bruxelles et au Danemark, sera la première diplomate groenlandaise à la représentation permanente du Danemark auprès de l'OTAN ([Sermitsiaq](#), 20 mars ; [DR](#), 21 mars). Par ailleurs, dans le cadre d'un remaniement large des ambassadeurs et ambassadrices danoises, l'actuel ambassadeur du Danemark dans l'Arctique, Thomas Winkler est remplacé par Tobias Elling Rehfeld, jusqu'ici ambassadeur en Afrique du Sud ([Altinget](#), 3 mars). Le profil de ce dernier est critiqué pour son manque d'ancrage avec le Groenland ; pour plusieurs responsables politiques groenlandaises, cette nomination fait fi de l'histoire coloniale et de la nécessité de nommer des Groenlandaises et des Groenlandais en particulier sur les questions arctiques ([Sermitsiaq](#), 15 mars ; [Altinget](#), 20 mars). À la suite de la visite de l'envoyé spécial de l'ONU, Francisco Cali-Tzay (cf. bulletin précédent), la création d'un registre inuk basé sur le principe d'auto-identification (déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones) est de nouveau dans le débat public ([Sermitsiaq](#), 22 février). Au *Folketing*, le Parlement danois, le ministre danois des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen, s'y est montré résolument défavorable ([Sermitsiaq](#), 17 mars).

L'**Islande** va pouvoir à nouveau compter sur l'afflux de touristes chinois pour faire tourner son économie, puisque le gouvernement chinois vient d'autoriser à nouveau la vente de voyages à destination de l'Islande. Les voyages en dehors de Chine avaient été interdits suite aux mesures anti-Covid. Depuis 2019, le nombre de touristes chinois a chuté alors que cette nationalité représentait la 4<sup>ème</sup> population touristique la plus importante en Islande ([Iceland Review](#), 10 mars). Dans le domaine numérique, une étude montre que l'Islande est le pays qui mine le plus de bitcoin rapporté à son nombre d'habitants. L'île attire de nombreuses fermes de serveurs du fait de son électricité abondante, bon marché et issue de sources renouvelables ([Hashrate Index](#), 21 février). De plus, l'île vient d'être connectée à un cinquième câble sous-marin de fibre optique au reste du monde, le câble IRIS, renforçant ainsi la redondance de la connexion de l'île au reste du monde dans un contexte où la peur de voir ces câbles endommagés intentionnellement a redoublé depuis la guerre en Ukraine et une augmentation des activités sous-marines constatée près des câbles islandais ([Capacity média](#), 2 mars ; [Grapevine](#), 3 février).

---

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### Norvège : Kirkenes symbole du déclin de la coopération de Barents

Depuis le déclenchement de l'offensive militaire russe en Ukraine, la ville frontalière de Kirkenes subit les effets de la rupture entre la Russie et les pays occidentaux. La visite du roi de Norvège Harald V sur la base militaire de Sør-Varanger, une première depuis 1969, rappelle que cette communauté norvégienne incarnait depuis trois décennies l'esprit de coopération de Barents. Désormais, comme l'a souligné le roi, les soldats norvégiens postés à la frontière « *protègent la liberté des Norvégiens* ». Dans le même temps, la coopération de Barents, qui célèbre ses trente ans, entend malgré tout poursuivre ses activités sans la Russie. Or, les mécanismes institutionnels ont été établis à la faveur de la fin de la Guerre froide et de l'ouverture de la Russie post-soviétique.

Sur le plan économique, Kirkenes souffre désormais du régime de sanctions mises en place à l'encontre de la Russie. Si le port de Kirkenes accueille toujours des navires de pêche russes, les appels répétés à la fermeture de son accès aux bateaux russes sont une menace pour l'économie locale, en particulier le secteur maritime. En effet, les entreprises locales Kimek et Henriksen shipping sont dépendantes du marché russe, alors que les aides du gouvernement sont jugées insuffisantes par les acteurs locaux (*High North News*, [3 mars 2023](#), [10 mars 2023](#) ; [thebarentsobserver](#), 14 mars 2023).

### Russie : Mourmansk symbole d'un pays en guerre

L'oblast de Mourmansk vit désormais au rythme de la guerre et semble durablement influencer le quotidien de la population locale. Au cours du mois de mars, la société paramilitaire Wagner, dirigé par E. Progojine, a mené des opérations de communication à l'attention des écoles de la région. Ainsi, la ville d'Apatity (50 000 habitants) a vu la tenue d'une réunion pour promouvoir les activités du groupe, en particulier son club pour enfants (*Wagner Kids Club*). Ce dernier offre à ses jeunes membres la possibilité de participer à des écoles d'été en Crimée. À Mourmansk, le groupe paramilitaire vient d'ouvrir un centre de recrutement destiné aux hommes de 22 à 50 ans. Le groupe offre à ses futures recrues une rémunération minimale de 240 000 roubles par mois (soit plus de 2 900 euros). Dans le même temps, le gouverneur de la région Andreï Chibis a approuvé une aide spécifique à l'attention des enfants dont les pères sont mobilisés sur le front ukrainien. Ainsi, ces enfants pourront gratuitement bénéficier de repas et du transport entre le domicile familial et l'école. Finalement, ils pourraient profiter de séjours subventionnés durant les vacances scolaires ([Branche locale du groupe Wagner sur le réseau social Vkontakte](#), 13 mars 2023 ; [thebarentsobserver](#), [14 mars 2023](#), [15 mars 2023](#)).

### Arctique russe : vers une accélération de la présence chinoise ?

La visite du président chinois Xi Jinping à Moscou constitue une étape importante dans la relance du programme de développement de l'Arctique russe depuis le début de la guerre. Au cours du sommet bilatéral du 21 mars entre les présidents Poutine et Xi, le premier a invité la Chine à mettre en œuvre une organisation conjointe pour le développement de la route maritime du Nord. Dans un entretien avec le président chinois, le Premier ministre russe M. Michouline a rappelé, de son côté, l'implication de la Chine dans le projet gazier de Yamal. Si aucune annonce concrète n'a émaillé cette visite de trois jours, cette visite diplomatique vise à redynamiser le partenariat sino-russe dans la région polaire et envisager des projets bilatéraux. Ce sommet de trois jours fait naître une interrogation : celle d'une probable dépendance accrue des autorités russes au soutien chinois pour le développement de l'Arctique russe. Ainsi, le gouverneur de la région autonome de Nenets a confirmé que la Chine est désormais leur partenaire stratégique lors d'une visite d'une délégation chinoise. Cette dernière serait prête à offrir la technologie, mais aussi l'ingénierie, le matériel et les équipements nécessaires pour l'essor économique de la région ([Retranscription du sommet Poutine-Xi site du Kremlin](#), 21 mars 2023 ; [Communiqué du gouvernement de l'okroug autonome de Nenets](#), 21 mars 2023 ; [High North News](#), 23 mars 2023).

---

## États observateurs et Union européenne

---

### Nouvelle politique arctique du Royaume-Uni : la coopération par le bilatéralisme ?

Le Royaume-Uni a adopté, le 9 février 2023, un document intitulé « [Looking North: the UK and the Arctic. The United Kingdom's Arctic Policy Framework](#) », dont l'objectif est de mettre à jour la politique du gouvernement dans la région. Cette évolution intervient notamment en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022.

Par la structure du document, le gouvernement britannique met en premier lieu l'accent sur la collaboration internationale et les partenariats, notamment bilatéraux avec les États arctiques. En effet, si le texte évoque tout de même la place du Conseil de l'Arctique et l'action dans le cadre de l'OTAN ou de la *Joint Expeditionary Force* (JEF), les différents partenariats bilatéraux avec les États de l'Arctique 8 hors Russie sont largement détaillés. Ainsi, la coopération, scientifique et militaire, avec chacun des États membres du Conseil de l'Arctique est analysée au cas par cas, tandis que la relation avec les autres États non-arctiques est seulement évoquée en dernier lieu et sans véritable consistance. Face à une coopération régionale ankylosée, le Royaume-Uni semble ainsi ancrer sa légitimité dans le Grand Nord moins sur sa contribution à la gouvernance régionale que sur des relations approfondies et privilégiées avec les États Arctiques, comme une affirmation de sa position revendiquée de « voisin le plus proche de l'Arctique ».

La préservation de la sécurité dans le Grand Nord apparaît en troisième position du document (après les partenariats et « la protection du climat, des individus et de l'environnement »). Néanmoins, cette préoccupation apparaît tout de même en filigrane tout au long du document. En effet, l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie est mis en avant en introduction, avec la présentation des priorités du Royaume-Uni en Arctique, puis les stratégies militaires sont étudiées au titre de la coopération bilatérale et plurilatérale. Par ailleurs, le gouvernement britannique entérine la fin de l'exceptionnalisme sécuritaire en Arctique, et affirme à de multiples reprises son implication sécuritaire dans la zone, notamment en garantissant qu'il est prêt à agir en cas de besoin.

Malgré la présentation de l'Arctique comme une zone de coopération et de prospérité économique, l'accent mis sur la responsabilité du Royaume-Uni dans la stabilisation et la compétition stratégique de la région fait dire aux analystes que le Grand Nord a bien cessé d'être une zone de faible conflictualité ([HighNorthNews](#), 10 février).

### **L'Arctic Circle Japan Forum 2023 : la réaffirmation de la place de l'Arctique dans les agendas chinois, sud-coréen et japonais, et le retour du dialogue trilatéral**

Du 4 au 6 mars 2023, le [forum de l'Arctic Circle](#) s'est réuni à Tokyo, en collaboration avec la Sasakawa Peace Foundation et The Nippon Foundation, et s'interrogeait sur la place de « l'Asie dans le futur de l'Arctique ».

Ce forum a permis la réunion des représentants des trois pays d'Asie de l'Est intéressés par l'Arctique, à savoir le Japon, la Corée du Sud et la Chine. En effet, au cours d'une conférence dédiée au dialogue trilatéral, les trois intervenants ont été amenés à évoquer les stratégies arctiques de leurs pays respectifs. C'est à cette occasion que l'ambassadeur du Japon pour les affaires économiques internationales et les affaires arctiques, M. Takewaka, a annoncé la parution d'un nouveau cadre stratégique japonais dans les mois à venir. La présence au Japon de M. Gao, Représentant spécial pour les affaires arctiques du ministère des Affaires étrangères chinois, témoigne sans doute de la volonté de la Chine de continuer à parler du Grand Nord malgré la suspension des travaux du Conseil de l'Arctique.

Les ambassadeurs se sont accordés sur l'importance de la coopération et ont notamment exprimé leur volonté de reconstituer le dialogue trilatéral qui existait avant le début de la pandémie. Notons que ce dialogue trilatéral aurait pu se tenir à distance, ce qui a été fait pour d'autres initiatives impliquant la Chine depuis février 2020. Ce dialogue n'apparaît ainsi pas prioritaire pour la Chine. Néanmoins, on peut relever que si la coopération était le maître-mot de la conférence, la position de ces États asiatiques quant à la mise à l'arrêt du Conseil de l'Arctique est plus nuancée. En effet, ils ont tous les trois tenu à réaffirmer leur attachement à ce forum, cependant, là où le Japon et la Corée du Sud ont mis l'accent sur la rupture du droit international par la Russie, le représentant chinois a tenu à rappeler qu'une coopération en Arctique ne pouvait se faire sans l'implication du Kremlin.

Si cette conférence a permis de revivifier le dialogue arctique entre ces États asiatiques, il a également mis en lumière les potentielles divergences, notamment sur le cadre plus large de la place de la Russie dans les relations internationales et la coopération arctique.

---

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### Un mois de mars riche en conférences arctiques à travers le monde

*Le mois de mars a été riche en conférences arctiques de divers formats, vues comme un moyen de continuer la coopération dans un carcan moins étroit que les forums politiques officiels à l'arrêt depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, et dans des géographies plus larges, offrant une place à des acteurs non-étatiques (Écosse, Sami) ou non Arctiques (Japon) et à des nouveaux sujets autrefois tabous comme la sécurité.*

L'Écosse, qui avait accueilli il y a quelques années un forum de la conférence Arctic Circle, a hébergé au mois de mars un forum satellite de la conférence Arctic Frontiers, confirmant sa place comme acteur non arctique très impliqué dans les questions politiques et économiques de la région ([Arctic Frontiers Scotland, 17 mars 2023](#)). Le programme a fait la part belle aux questions maritimes et portuaires, l'Écosse se plaçant comme un hub entre Arctique et Europe, ainsi qu'aux énergies renouvelables ([Arctic Frontiers Scotland, 17 mars 2023](#)). À l'occasion, le Scottish Arctic Network (ScAN), les membres d'UArctic et des représentants du gouvernement écossais se sont réunis à Aberdeen pour établir le Scottish Arctic Network comme centre régional d'UArctic ([UArctic, 20 mars 2023](#)).

Peu après, le sommet Sami du Conseil Euro-Arctique de Barents s'est tenu pour la première fois au Parlement européen à Bruxelles dans le cadre de la présidence finlandaise du BEAC ([Sami Summit, 22-24 mars 2023](#)). La présence de la Présidente du Parlement R. Metsola et de la Première ministre finlandaise S. Marin a été saluée. Par contraste, l'absence de personnalité politique suédoise de haut niveau a envoyé un signal négatif alors que la Suède a la présidence du Conseil de l'UE, portée sur l'extraction des minerais rares pour la transition énergétique ([Swedish presidency, 12 janvier 2023](#)). De fait, les effets négatifs de la transition énergétique sur les droits des peuples autochtones ont été au centre des débats. Les Samis bénéficient de plus en plus de visibilité au sein de l'UE qui se positionne ainsi comme acteur légitime dans les débats arctiques.

Enfin, la conférence "Arctic encounters symposium" s'est tenue en Alaska à Anchorage les 29-31 mars 2023, co-hébergée par l'Université d'Alaska mais également par des entreprises comme le pétrolier Conocophillips ([Arctic encounters symposium Anchorage 29-30 mars 2023](#)). Le programme montre l'accent mis sur des intervenants états-unis, du secteur privé et du milieu politique. Les questions géopolitiques ont été abordées à maintes reprises. Si les "vieux enjeux" de l'environnement sont toujours présents, les questions de sécurité sont à présent prégnantes dans les forums arctiques, selon le SAO danois Thomas Winkler ([High North News, 30 mars 2023](#)). Le SAO Norvégien a également présenté le programme de la future présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique (voir ci-après).

Le Japon a également accueilli la conférence Arctic circle Japan début mars 2023 (voir rubrique Observateurs).

### Présentation du programme de la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique

*Le 28 mars 2023 à Tromsø, la ministre des Affaires étrangères Anniken Huitfeldt a présenté le programme de la présidence norvégienne 2023-2025 du Conseil de l'Arctique. La cérémonie de transition aura lieu le 11 mai 2023.*

Les quatre priorités de la présidence norvégienne sont : climat, océan, développement économique et populations du Nord ([Gouvernement de Norvège, 28 mars 2023](#)). Le programme a été présenté le 28 mars à Tromsø par la ministre des Affaires étrangères Anniken Huitfeldt, accompagnée du ministre du Climat et de l'environnement Espen Barth Eide. Ce dernier a mis l'accent sur la lutte contre les émissions de méthane et de carbone noir (particule fine) en Arctique ([The Barents Observer, 28 mars 2023](#)). Selon le SAO norvégien, le niveau d'ambition du programme norvégien a été ajusté à la baisse en fonction du contexte géopolitique ([High North News, 28 mars 2023](#)). Cependant, la chercheuse [Elana Wilson Rowe](#) souligne

des éléments positifs, notamment l'interaction et la complémentarité mises en avant dans le programme entre les échelles mondiale et régionale des questions climatiques et environnementales pertinentes pour l'Arctique. La Présidence norvégienne pourrait renforcer l'effet normatif du Conseil de l'Arctique au niveau mondial, notamment en favorisant la participation et l'influence des organisations des peuples autochtones ([NUPI & Wilson center, 2022](#)).

Les diplomates norvégiens travaillent à la cérémonie de passation qui aura lieu le 11 mai 2023. La Norvège fait partie des États arctiques qui sont les plus enclins à soutenir les relations avec la Russie à l'avenir (voir bulletin précédent). Le principal objectif de cette réunion puis de la présidence est d'assurer la survie du Conseil de l'Arctique selon le SAO norvégien Morten Høglund ([High North News, 28 mars 2023](#)). De nombreuses interrogations sur la passation de présidence subsistent néanmoins. Il n'y aura pas de cérémonie officielle et la réunion se tiendra en ligne, moyen commode d'éviter les problèmes politiques. En effet, alors que les invitations à la réunion ministérielle de Salekhard ont été lancées depuis plusieurs mois par Sergei Lavrov, aucun ministre n'a répondu présent ([The Barents Observer, 28 mars 2023](#)). Le rang des représentants étatiques sera sans doute beaucoup plus bas que celui des ministres habituellement présents. Ainsi, les États-Unis vont sans doute envoyer un représentant "du plus bas niveau possible", mais la Norvège sera représentée au niveau SAO ([High North News, 28 mars 2023](#)). Une autre interrogation porte sur la nature des documents approuvés lors de la réunion. Il n'y aura certainement pas de déclaration conjointe, pour la deuxième fois dans l'histoire du Conseil. Pour rappel, en 2019, le secrétaire d'État Mike Pompeo n'avait pas voulu signer de déclaration mentionnant le changement climatique.

### **Nouveau jugement de la Cour suprême norvégienne sur l'interprétation du traité du Svalbard**

*La Cour suprême norvégienne a rendu un jugement le 20 mars sur l'interprétation du traité du Svalbard à propos de l'étendue maritime de ce dernier. La question porte sur l'égalité des États parties à pêcher sur le plateau continental de l'archipel.*

La conclusion de la cour suprême est la suivante : le Traité ne donne pas le droit à des compagnies de pêche étrangères (en l'occurrence l'entreprise lettone SIA North STAR Ltd) de pêcher du crabe sur le plateau continental du Svalbard ([Cour Suprême de Norvège, 20 mars 2023](#)). Cela a une grande importance pour Oslo : si le jugement était allé en faveur de la compagnie de pêche, la Norvège aurait dû partager les ressources sur le plateau continental du Svalbard. Ces ressources ne concernent pas que le fameux crabe des neiges, mais également les hydrocarbures, les ressources halieutiques et les minerais ([High North News, 20 mars 2023](#)). Pour rappel, le traité du Svalbard (1920) accorde à la Norvège une pleine souveraineté sur le Svalbard. En même temps, le traité reconnaît l'égal traitement des citoyens des nations parties au Traité sur l'archipel et les eaux territoriales (12 miles du trait de côte). L'entreprise lettone réclamait l'extension de l'application du Traité sur le plateau continental lié à l'Archipel. À l'unanimité, les 15 juges de la Cour suprême norvégienne ont estimé qu'il « n'y a pas eu d'évolution du droit international qui fasse que la notion d'eaux territoriales englobe aujourd'hui les zones au-delà des eaux territoriales ».

---

## **Questions militaires, industrielles et technologiques**

---

### **Le ciel arctique au centre de l'attention militaire**

Quatre pays membres du Conseil nordique (Norvège, Finlande, Suède et Danemark) ont convergé le 24 mars vers une « défense aérienne unifiée » dans une déclaration commune des ministres de la Défense de ces pays. Associant les armées de l'Air de ces États, cette force aérienne combinerait notamment à terme 153 F-35A (dont 52 norvégiens) et 90 Gripen suédois ([Reuters, 24 mai 2023](#)). Un prochain objectif pourrait être d'intégrer la surveillance de l'espace aérien de ces quatre pays. Cette déclaration a été accompagnée d'une lettre d'intention signée par les chefs d'état-major des quatre armées de l'Air concernées, sous la houlette du chef du Commandement aérien de l'OTAN et de l'US Air Force en Europe, le général James Hecker. L'OTAN devrait ainsi offrir le cadre méthodologique à un futur concept nordique d'opérations aériennes conjointes.

Un E-6B Mercury, avion de commandement et de contrôle stratégique, a été déployé par l'US Navy en Islande fin février 2023. Affecté à l'US Strategic Command, l'appareil réalisait une mission pour l'US European Command. Cet avion « *aux capacités très secrètes* » ([Air&Cosmos](#), 7 mars 2023) est utilisé comme centre de commandement pour les sous-marins nucléaires de la Marine américaine, et peut déclencher le lancement de missiles balistiques intercontinentaux. Quatre bombardiers B-52 Stratofortress avaient déjà été envoyés en Europe par l'US Air Force la semaine précédente, et ont effectué plusieurs missions fin février et en mars dans l'Est de l'Europe. Ces mouvements s'inscrivent dans des réactions américaines à l'annonce le 21 février par la Russie de la suspension de sa participation au traité russo-américain New Start sur le désarmement nucléaire et à diverses manœuvres d'armes nucléaires tactiques russes à proximité de l'Ukraine. Le déploiement de l'E-6B Mercury en Islande permet entre autres de rappeler à la Russie que des SNLE étatsuniens patrouillent dans l'Atlantique dans le cadre de la dissuasion stratégique américaine. Le 27 février, Mara Karlin, sous-secrétaire adjointe à la Défense (politique), discutait de l'approfondissement des relations bilatérales en matière de sécurité en Atlantique Nord avec l'ambassadeur Islandais aux États-Unis, Bergdís Ellertsdóttir ([US DoD](#)).

Le 23 mars 2023, la Finlande a autorisé un RC-135 Rivet Joint de l'US Air Force à collecter du renseignement d'origine électromagnétique sur son territoire le long d'une partie de sa frontière avec la Russie ([theBarentsobserver](#)). Des vols de surveillance en coopération avec des « partenaires étrangers » sont appelés à se renouveler selon le [ministère finnois de la Défense](#). Comme pour l'E-6B Mercury qui s'est posé en Islande, le transpondeur du RC-135 Rivet Joint était activé, ce qui rendait l'appareil visible de tous.

### **L'armée de Terre face aux enjeux arctiques : la coopération interalliée et l'entraînement spécialisé**

Par une [note de recherche](#) qui n'engage pas l'institution, le pôle étude et prospective du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement (CDEC) présente les principaux défis auxquels sera confrontée l'armée de Terre dans l'hypothèse d'un engagement en Arctique, ainsi que les moyens employés pour s'y préparer.

Le premier enjeu majeur de l'engagement en Arctique est lié aux températures extrêmes. Les doctrines d'emploi de l'armée de Terre distinguent plusieurs catégories : froid sec modéré (de -6° C à -21° C), froid intense (de -21° C à -32° C), froid sévère (de -32° C à -46° C) et froid extrême (à partir de -46° C permanent). À partir du froid intense, tous les éléments constitutifs d'une capacité doivent être adaptés (entraînement, acclimatation, équipements et matériels...). L'unité « Physiologie de l'exercice et des activités en conditions extrêmes » (PEACE) de l'Institut de recherche biomédicale des Armées (IRBA) a pour mission de mettre en lumière les difficultés pratiques liées au froid, auxquelles est exposé le personnel engagé sur le terrain (rations, vêtements).

Souhaitant développer des compétences spécialement dédiées à l'Arctique, la France a pris le parti de concentrer ses moyens sur un nombre réduit d'unités, susceptibles d'être complétés par le développement de drones à capacité arctique. L'idée de l'armée est de former un nombre de spécialistes cohérent avec le coût des équipements et les besoins. Ainsi, c'est la 27e brigade d'infanterie de montagne (BIM) qui s'est spécialisée dans le domaine. Le groupement de commandos de montagne (GCM), le groupe militaire de haute montagne (GMHM) et le groupement d'aguerrissement en montagne (GAM) ont chacun contribué à la diffusion des compétences de pointe nécessaires en cas de grand froid. Il faut d'ailleurs noter que d'un point de vue opérationnel, chaque année dans le cadre de la mission Uppick, des dizaines de commandos de montagne, encadrés en partie par le GMHM, partent pour une expédition de 200 km en autonomie, au Groenland.

La coopération, à travers des alliances, est au centre de l'approche Grand Froid. L'armée de Terre française a par exemple participé en 2022 à l'exercice interarmées et interallié Cold Response. Si l'armée de Terre a déployé 3 200 soldats et 400 véhicules, son action en zone arctique ne peut se concevoir qu'en interallié, avec un soutien interallié (location de véhicules articulés chenillés à la Norvège au cours de l'exercice).

La préparation de l'armée de Terre « Montagne et Grand Froid » repose sur l'entraînement d'unités spécialisées hautement compétentes, tout en renforçant les indispensables coopérations et alliances pour pouvoir opérer dans ces espaces extrêmes.



---

## Trafic maritime – Sécurité maritime

---

Dans le cadre de l'expédition « Pôle Nord-41 », le récent navire hydrographique *North Pole* a appareillé le 2 octobre 2022 pour une dérive dans la banquise vers le pôle Nord ([Aari.ru](#), 20 mars 2023). L'objectif principal initial du voyage en cours était de tester l'équipement du navire, de réaliser des travaux dans la zone de la dorsale de Lomonosov et du bassin d'Amundsen de 83° à 87°N puis devait retourner à Saint-Petersbourg au cours de l'été. Cependant, l'Institut de recherche arctique et antarctique (AARI) a annoncé que la plate-forme dérivante pourrait finalement rester dans la glace pendant une année supplémentaire sans tests préalables appropriés ([TheBarentsObserver.com](#), [Korabel.ru](#), 27 mars 2023). Par ailleurs, l'AARI devrait obtenir un nouveau navire d'expédition de recherche (NES). Roshydromet a signé un contrat pour la construction du « *Ivan Frolov* », d'une longueur de 164,8 m et d'un déplacement de 25 000 tonnes ([Sudostroenie.ru](#), mars 2023).

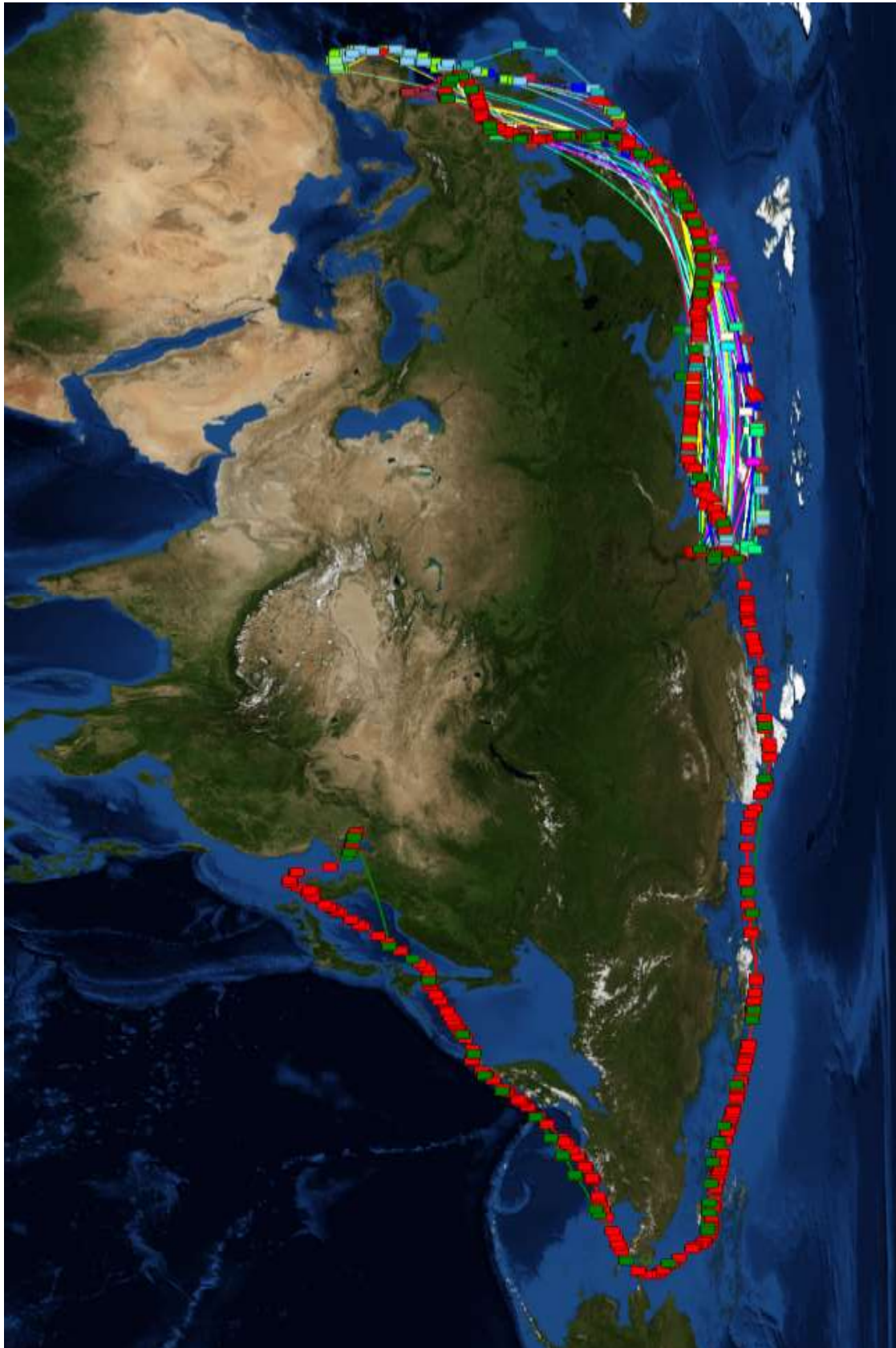
Une version mise à jour de la stratégie arctique de la Russie indique qu'en raison de son coût – 2,4 Md€ – la Russie ne construira plus qu'un seul brise-glace à propulsion nucléaire « *Lider* » de 120 MW, et non trois comme prévu à l'origine ([TheBarentsObserver.com](#), 20 janvier 2020). Le document modifié signé par le président Poutine le 27 février indique qu'il sera construit avant 2035. La réduction du nombre de *Liders* est compensée par la construction d'au moins 7 brise-glaces de type LK-60, soit 2 de plus que ceux en service ou en construction actuellement ([TheBarentsObserver.com](#), 1<sup>er</sup> mars 2023). FSUE Atomflot et le chantier naval JSC Baltiysky Zavod ont signé un contrat pour la construction des 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> brise-glaces à propulsion nucléaire du projet 22220 ([Korabel.ru](#), 28 mars 2023). La flotte actuelle de brise-glaces opérant sur la NSR se compose de 7 brise-glaces à propulsion nucléaire et de 3 non nucléaires. D'ici 2026, le souhait est d'opérer 14 brise-glaces sur la RMN. Dans la période de 2026 à 2030, Atomflot armera 9 brise-glaces nucléaires et 5 non nucléaires. Afin d'assurer une navigation toute l'année dans le secteur oriental de la RMN, 5 brise-glaces à propulsion nucléaire sont censés être déployés à une distance maximale de 500 milles les uns des autres ([Korabel.ru](#), 15 février 2023). Pour atteindre ces objectifs, Atomflot envisage la possibilité d'augmenter la durée de vie des 2 brise-glaces nucléaires *Taimyr* et *Vaigach* de 30 000 heures chacun pour être opérationnels au moins jusqu'en 2030 ([Vedomosti.ru](#), 09 mars 2023). Les brise-glaces à propulsion diesel-électrique *Kapitan Dranitsyn* et *Kapitan Khlebnikov* opéreront également en renfort sur la RMN. Par ailleurs, les aménagements de ces 2 brise-glaces ont été modernisés pour accueillir 120 touristes pour des croisières de 3 semaines à un mois en été le long de la RMN ([Polarjournal.ch](#), mars 2023). Le ministère russe de la Défense recevra le troisième brise-glace diesel-électrique du projet 21180/21180M Ilya Muromets. Deux navires de cette série sont déjà avancés, mais leur construction a ensuite été suspendue. Cette 3<sup>ème</sup> unité devrait rejoindre la Flotte du Nord d'ici la fin 2027 ([Korabel.ru](#), 17 mars 2023).

Afin de suppléer les commandes annulées de tankers LNG Arc7 associés au projet Arctic LNG2 en raison des sanctions occidentales (moteurs de propulsion Wärtsilä / ABB, cuves GNL de GTT), Rosatom développe un projet de tanker 10070M avec des technologies fabriquées en Russie ou en Chine. D'une longueur de 305 m pour une largeur de 50 m, d'emport GNL de 170 000 m<sup>3</sup>, d'une classe glace Arc8, ce tanker serait légèrement plus gros que la série des 15 actuels. Les cuves GNL seraient de Type B plus facile à construire et sans licence. Le seul chantier en mesure de construire cette série en Russie est celui de Zvezda ([Neftgaz.ru](#), 15 février 2023).

### Partenariat Entre l'Observatoire de l'Arctique et Airbus Defence/space

Un partenariat entre FRS et [Airbus Defence/space](#) permet à l'Observatoire de l'Arctique de bénéficier de suivis de navires en zone arctique. À chaque bulletin, un focus sera présenté à l'aide d'une photo pour illustrer un fait particulier. Ce mois-ci, la photo présente les routes des tankers LNG Arc7 suivies entre le 20 décembre 2022 et le 28 février 2023. En 2022, les exportations de gaz russe par gazoduc ont chuté de 46 % en glissement annuel. La plus grande compagnie gazière du pays – Gazprom – a vu sa production chuter de 20 % ([TheBarentsObserver.com](#), 02 janvier 2023). Le producteur de GNL Novatek a quant à lui augmenté ses exportations vers l'Europe de 13,5 % pour atteindre un total de 14,65 MT ([TheBarentsObserver.com](#), 16 janvier 2023). Contrairement au gazoduc, le GNL russe n'est pas jusqu'à présent soumis aux sanctions occidentales et les pays de l'UE ont massivement importé vers les ports européens d'Espagne (Saint Ferréol, Bilbao, Huelva – 9 escales), français (Montoir de Bretagne – Saint Nazaire – 10 escales), portugais (Sines – 1 escale), belge (Zeebrugge – 17 escales), néerlandais (Rotterdam – 2 escales). Deux tankers LNG Arc7, le *Vladimir Voronin* et le *Boris Vilkitsky* ont effectué un transit aller-retour sur le port chinois de Tianjin (2 escales) respectivement en décembre et en février. Ils ont été escortés par le brise-glace *Arktika* entre la mer de Kara et la mer des Tchoukches au Nord de l'île de Wrangel.

**Routes des tankers LNG Arc7 suivies entre le 20 décembre 2022 et le 28 février 2023 –  
Fourniture et analyse avec I4D de données satellitaires issues d'imagerie et AIS par Airbus**



---

## Publications des instituts de recherche

---

### **Le débat autour de la création d'un forum spécialement dédié à l'Est de l'Arctique nord-américain, un premier exemple d'une gouvernance post-Ukraine 2022 dans le Grand nord ?**

La gouvernance de l'Arctique a été mise en pause après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, à l'image de la suspension depuis plus d'un an de la plupart des activités du Conseil de l'Arctique ou du Conseil euro-arctique de la mer de Barents. Si la prise de présidence du Conseil de l'Arctique par la Norvège en mai 2023, à la suite de la Russie, contribuera sans doute à des nouveaux formats de coopération ; des initiatives plus sectorielles ou plus régionales pourraient être explorées, esquissant des « Arctiques alternatifs » thématiques et subrégionaux (économiques, sécuritaires, politiques, scientifiques, environnementaux, populations autochtones...).

L'Observatoire de la Politique et la Sécurité de l'Arctique (OPSA) et l'Observation des Administrations Publiques Autochtones (OAPA) ont publié un rapport étudiant la potentielle création d'un forum de coopération dans l'Est de l'Arctique nord-américain, rédigé par des chercheurs confirmés ([Mathieu Landriault, Jean-François Savard, Anna Soer, Février 2023](#)), et se fondant sur des entretiens avec des acteurs publics locaux.

En réalité, le point le plus novateur de cette potentielle coopération est qu'elle ne se limite pas à son caractère bilatéral et subrégional, elle descend également à l'échelle subnationale. En effet, l'idée n'est pas simplement de faire coopérer le Canada avec le Danemark, mais de mettre en relation le Groenland avec le Nunavut ou la région du Québec. Cette reconstruction de la gouvernance fait consensus parmi tous les acteurs, l'ambition étant d'enraciner la coopération dans les communautés locales (Nunavut, Groenland), afin de garantir une expertise et une légitimité, puis d'impliquer les autres échelles en fonction de la répartition des compétences. La position du gouvernement canadien est, à ce titre, révélatrice puisqu'il souhaite se placer comme facilitateur plutôt que comme un acteur central. Le rôle du Danemark est moins significatif ; la perspective de voir le Groenland s'engager, à titre autonome, dans une coopération avancée avec l'Amérique du Nord illustrerait peut-être la future perte d'influence danoise en Arctique.

La question de la répartition des compétences représenterait une difficulté à surmonter pour développer cette coopération. En effet, l'autonomie du Groenland vis-à-vis du Danemark lui octroie une latitude certaine pour travailler avec des États étrangers, ce qui n'est pas le cas du Nunavut. Par ailleurs, les chercheurs relèvent que c'est également pour cette raison que la sécurité n'est pas une thématique mise en avant par les communautés locales. La deuxième limite renvoie aux obstacles matériels que sont la faible capacité budgétaire et le manque d'accessibilité. Ces barrières constituent des entraves à un développement rapide de la coopération. Cette dernière resterait cependant malléable sur la forme. S'il apparaît difficile de mettre en place d'emblée un forum spécialement dédié à la coopération régionale, comme le souhaiterait le Nunavut et le Groenland, il demeure possible d'entamer un dialogue au sein d'un forum déjà existant, comme l'Arctic Circle par exemple. Ce point est d'ailleurs mis en relief par les auteurs du rapport qui considèrent cette méthode non pas comme un échec mais plutôt une étape préalable.